

Le regroupement géoculturel des programmes selon les temporalités

La construction de la conscience temporelle constitue l'un des registres les plus fondamentaux de la cognition humaine. Cette importance se reflète dans la plupart des discours, notamment politiques, pour lesquels la localisation temporelle des entités référentielles contribue de façon essentielle à la structuration de l'ensemble des rapports discursifs. C'est-à-dire à la façon dont peuvent être reliés entre eux différents segments du discours par des relations qui révèlent des articulations argumentatives, informant sur la mise en œuvre de l'intention communicative du locuteur (Asher, Bras, 1994).

Notre objectif dans cette section n'est pas seulement de repérer la différenciation des partis français et chypriotes dans leur manière de construire le temps, mais de mettre également en lumière les enjeux sous-jacents de ces opérations.

3.1. Le temps dans les programmes chypriotes : entre l'accompli et l'inaccompli

L'analyse des rapports au temps, des temporalités et de leur construction dans les programmes chypriotes met en avant une autre trace de la stabilité intertextuelle qui les caractérise dans leur ensemble. En effet, dans les trois programmes chypriotes du corpus, nous constatons une même perception du temps. Il s'agit des deux pôles de l'axe du temps : à savoir, l'*accompli* et l'*inaccompli*.

Il existe deux enjeux « historiques » qui génèrent les structures de la construction des temporalités des programmes chypriotes. Le premier est la résolution du problème chypriote (l'inaccompli). Le deuxième enjeu est l'entrée du pays dans l'UE (l'accompli). Une première analyse conduit à considérer ces deux histoires comme étant parallèles. En revanche, son approfondissement, basé notamment sur l'analyse de la rhétorique et de l'argumentation des discours permet de soutenir que ces deux histoires ne font qu'une. *L'histoire accomplie* (l'entrée dans l'UE) fait partie de *l'histoire inaccomplie* (la résolution du problème chypriote). Autrement dit, la grande histoire que les programmes chypriotes racontent est une histoire inaccomplie dont l'aboutissement passe par l'accomplissement de l'histoire européenne de Chypre.

Il s'agit d'un constat qui confirme, par l'analyse de la construction du temps cette fois, la prédominance du « problème chypriote » dans les discours programmatiques des partis chypriotes :

(...) Toutes ces années, par la politique active et revendicative de l'Alerte Démocratique et la présence dynamique de nos eurodéputés au sein du Parlement Européen, le PPE s'est avéré être le soutien le plus fidèle et le collaborateur le plus stable des intérêts de Chypre. Il est significatif que la position concernant le problème chypriote constitue une partie indispensable du programme électoral du PPE pour les élections européennes de juin 2009. Une position qui a été validée à l'unanimité au sein de l'Assemblée générale du PPE, avec la présence des milliers de participants et 20 chefs d'Etat ou de gouvernement. Suite à un effort coordonné des représentants de l'Alerte Démocratique, il a été obtenu l'inclusion d'une référence majeure au problème chypriote au sein du sous-chapitre portant sur des enjeux intérieurs de l'Union, reconnaissant ainsi la question chypriote en tant que problème européen (...) [**Programme DISI**]

(...) La résolution du (problème) chypriote a été notre grande priorité et notre but ultime dès le lendemain de l'intervention turque (...) Bénéficiaire de la participation de Chypre dans l'UE (...) Il est nécessaire de travailler de manière systémique pour que l'U.E s'implique plus activement aux efforts pour la résolution (...) Cette implication devra avoir un caractère d'assistance active et participative de l'UE envers l'ONU qui a la responsabilité principale et la légitimité pour trouver une solution. Parallèlement, le processus d'adhésion de la Turquie doit être mis en valeur afin de créer des conditions

qui conduiront à l'abandon de ses positions intransigeantes et pour parvenir à une solution compatible avec les acquis européens (...) [Programme EDEK]

(...) Avec l'adhésion de Chypre en 2004 à l'Union Européenne et notre participation dans le Parlement Européen, nous avons prouvé concrètement que nous sommes une force qui n'accepte pas sans critique tout ce qui provient de Bruxelles (...) Nous sommes une force de revendication pour les droits de Chypre et de son peuple, pour les travailleurs de notre patrie et des Etats européens. En Europe nous sommes combattants et non pas simples applaudisseurs (...) Nous avons revendiqué et nous avons obtenu des décrets du Parlement Européen et du Conseil de l'UE, avec le Président et d'autres forces : la reconnaissance du droit à une Solution par les chypriotes sans interventions et pressions (...) [Programme AKEL]

L'Histoire que les programmes chypriotes racontent est une histoire de courte durée ; elle commence seulement à partir du lendemain de l'invasion du tiers de l'île par l'armée turque. Dans cette histoire, qui constitue la base, est incluse une autre histoire, l'histoire européenne de Chypre qui commence à partir de l'entrée du pays dans l'UE en 2004. Pour les partis chypriotes, l'UE commence à « exister » avec l'entrée de Chypre dans l'UE et elle existe parce qu'elle acquiert un sens pour l'histoire du problème chypriote. Plus précisément des traits des discours programmatiques des partis chypriotes, tels que : « nous avons revendiqué et nous avons obtenu un vote du Parlement Européen et du Conseil de l'UE : la reconnaissance du droit à une Solution par les Chypriotes sans interventions et pressions », ou encore, « mettre à profit la participation de Chypre dans l'UE », permettent de soutenir que l'histoire européenne de Chypre est avant tout interprétée par les programmes chypriotes comme une *étape* de l'histoire du problème chypriote. L'horizon d'attente des partis chypriotes est en quelque sorte lié aux actions de l'UE. C'est la politique de l'UE qui va permettre la résolution du problème chypriote. En d'autres termes l'UE se présente comme entité active permettant l'*accomplissement* de l'*inaccompli*.

3.2. Le temps dans les programmes français : La construction du temps à partir du « maintenant »

Dans les programmes français le temps « présent » occupe une place centrale, au sens où il sert comme référent de la construction à la fois du passé et du futur. Ce qui rend possible le futur,

l'avenir, est le temps présent plus que le passé. Cela est également valable pour le programme de l'UMP, bien que ce programme, comme nous l'avons vu, soit caractérisé, avec les autres programmes de la droite, par l'importance qu'il accorde au temps passé comme construction du futur. Dans la démarche comparative, il est nécessaire de considérer chaque programme par rapport aux autres. Ainsi, si l'on compare le programme de l'UMP aux programmes des partis socialistes et des partis de gauche, celui-ci n'accorde pas la même importance au temps présent. Or, en le comparant avec les autres programmes (non français) de la droite, c'est-à-dire le PPE et DISI, nous constatons que le discours programmatique de l'UMP accorde une place plus importante au temps présent que les deux derniers.

Encore une fois, ce qui est à souligner ici n'est pas le « sens » que les discours programmatiques donnent au futur ou au passé. Ce sens diffère, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. La proximité entre programmes français dans la construction du temps ne réside pas dans le sens du passé et du futur, mais dans le type d'opération même. C'est-à-dire la construction d'un rapport temporel qui se construit à partir du temps présent, le *présentisme* (Hartog, 2003).

Pour Hartog, le présentisme caractérise de plus en plus la conception du temps dans les sociétés contemporaines. Le « présent » est devenu la référence de la temporalité de l'action, c'est-à-dire le fait que le sens de toute action soit *relatif* au présent. La réflexion théorique de Hartog est basée sur l'idée que le sens de l'histoire, ce qu'il appelle métaphoriquement « la lumière », ne vient ni du passé ni du futur, mais du présent lui-même, et de lui seul.

Même s'il paraît difficile d'illustrer les traces du *présentisme* à partir des seuls extraits, nous en citons quelques exemples, en invitant par ailleurs le lecteur à consulter les programmes dans leurs versions intégrales :

(...) **Les élections européennes vont se dérouler dans un contexte de crise historique du capitalisme.** Celle-ci se traduit par de graves menaces pour nos concitoyennes et nos concitoyens et pour la planète : chômage **grandissant**, **aggravation** des inégalités Femmes/Hommes, difficultés financières pour des millions d'entre nous, démantèlement des services publics, crise d'importants secteurs industriels, dérèglement climatique, mise en cause des milieux naturels et des écosystèmes, **recul**

des libertés publiques et de la démocratie, atteintes à l'indépendance des médias et de la justice, criminalisation des luttes sociales et dérive sécuritaire...**Dans un tel contexte**, les tentations autoritaires et les extrêmes droites peuvent à tout moment resurgir, les risques de guerre renaître (...) **Tous ces dangers sont le résultat d'une déréglementation généralisée menée sous la pression des firmes multinationales et de choix politiques** qui placent la rentabilité financière des capitaux et la concurrence au dessus de toute considération humaine (...) **Une exigence émerge de cette expérience: « il faut changer d'Europe ! »** (...) [Programme PCF]

(...) Le 7 juin, **vous** voterez pour désigner les députés qui **vous** représenteront au Parlement européen. La crise financière, économique et écologique mondiale sans précédent que **nous traversons** revêt **une importance décisive**. Alors que tout change, l'Europe doit changer aussi. Plus que jamais **nous** avons besoin d'une Europe qui protège et qui agit. C'est le **moment** de construire une autre Europe, une Europe qui n'a pas honte de défendre ses valeurs, qui n'hésite pas à défendre ses intérêts. **C'est le moment de transformer l'Europe pour qu'elle ne soit plus l'alibi de tous nos abandons mais l'expression d'une volonté commune**. L'Europe peut changer (...) [Programme UMP]

(...) Politique régionale **Ce que l'on entend par là** / Notre objectif : La politique de cohésion économique et sociale, souvent appelée "politique régionale européenne", **regroupe** les principales actions soutenues par l'UE au niveau territorial et local. Cette politique **représente** une part conséquente du budget européen ; part qui n'a cessé d'augmenter depuis sa création dans les années 70. Le Traité de Lisbonne **prévoit un passage** à la codécision (égalité avec le Conseil des ministres) pour l'ensemble des règlements (Fonds structurels, FEDER, Fonds Social Européen et coopération territoriale), **ceci représente** un accroissement colossal de la marge de manœuvre du Parlement pour légiférer sur cette matière (...) **Qu'avons-nous obtenu ?** / Ou en sommes nous ? Le Groupe a soutenu la programmation 2007-2013, tout en gardant une réserve sur l'enveloppe financière allouée (...) Depuis 1988, plus de 480 milliards d'Euros ont été investis par l'Europe dans les régions et dans les Etats (...) **Ce qu'a fait la droite** / exemples, votes clés : - En votant en faveur des perspectives financières 2007-2013 au rabais, la droite européenne a mis en péril le développement d'une politique régionale ambitieuse (...) **Ce que nous proposons** : - Accentuer l'attention

particulière réservée aux PME et TPE et à l'artisanat dans les programmes de développement régionaux (...) [**Programme PS**]

Le temps présent est généralement interprété comme le temps de l'action. Il construit la possibilité de l'action. Au-delà de l'action, il importe d'examiner le type d'action mis en scène. Des expressions telles que : « Alors que tout change, l'Europe doit changer aussi », « c'est le moment de transformer l'Europe », ou encore « il faut changer d'Europe ! » permettent de soutenir que le temps présent dans les programmes des partis français opère comme une action de *changement*.

Le temps du changement se construit généralement par rapport à un autre temps incarné par une ou des entités différentes. Pour chacun des programmes français le temps de la rupture se construit par opposition à des temps disparates et à des entités variées. En effet, cette présentification du temps dans les programmes français implique des sens différents du « changement ». Pour les uns il peut être interprété comme une adaptation du système au changement global (UMP, PS) – même si là encore il s'agit d'une adaptation appréhendée différemment dans le cas de chacun des deux partis – ; pour les autres comme le changement du système même, comme la volonté pour la rupture avec l'état des choses actuelles (PCF).

En ce sens, ayant comme facteur analytique la proximité entre les programmes d'origine géoculturelle commune, ce qui est à mettre en avant est cette volonté pour le changement commun pour les programmes français, même si chaque programme le construit de manière différente. Ce qui est commun alors dans ces discours est le refus de ce futur déjà programmé ; un futur que les programmes français interprètent comme étant menaçant. Ce qui constitue le dénominateur commun est aussi ce qui se trouve caché derrière l'appel au « changement » : la *menace*.

L'historien François Hartog, au-delà du fait qu'il considère le *présentisme* comme la principale caractéristique d'un nouveau régime d'historicité, soutient par ailleurs que celui-ci implique l'idée que le futur soit devenu menaçant. Il envisage cette évolution dans l'évolution même de la notion de patrimoine : « L'appel à la notion de patrimoine ne traduit plus seulement une prise de conscience et une réponse à une rupture, mais il devient une manière de désigner un danger potentiel et d'y faire face, en mettant précisément en œuvre une logique de type patrimonial,

qui se proclame de plus en plus préoccupée par la transmission et qui donne de plus en plus de place au patrimoine “immatériel” » (Hartog, 2003 : 210). En d’autres termes, Hartog voit le rapport au temps des sociétés contemporaines enfermé dans le présent, c’est-à-dire dans un champ d’interrogation permanente et d’inquiétude, sans vision claire de ce qu’a été le passé et de ce que sera le futur. C’est en quelque sorte le comble du déséquilibre entre « expérience vécue » et « horizon d’attente », à un tel point que le présent seul peut subsister⁶⁹.

Le présentisme qui caractérise les discours programmatiques des partis français peut s’articuler avec la vision méfiante, historiquement construite en France, face à l’Europe. Cette vision paraît en quelque sorte paradoxale, puisque elle « cohabite » avec le caractère fondateur et le rôle protagoniste du pays sur la scène européenne. Ce constat va de pair avec le sentiment général des Français vis-à-vis de l’Europe : un sentiment de morosité. Néanmoins, ce constat, issu d’une série d’enquêtes d’opinion, ne peut pas s’interpréter comme le rejet total de la construction de l’UE par les Français, mais plutôt comme un sentiment d’incertitude et de crainte pour l’avenir de la relation France / Union Européenne. Dans de nombreuses enquêtes, les Français, sans pour autant se prononcer contre la construction européenne, expriment une image brouillée et un sentiment de peur face à la construction européenne (Eurobaromètre Standard 69 : 2008 ; Eurobaromètre Flache : 2009 ; IFOP : Janvier 2008). Nous développons cette perspective de l’articulation des traces discursives des programmes avec l’opinion publique dans le prochain chapitre de notre analyse.

4. L’ « Europe » vue par le local

L’analyse comparative des programmes nationaux donne à voir une différenciation des programmes chypriotes et français à l’égard de la perception de la « réalité » européenne. Les partis produisent des mythes européens en fonction, aussi, de leur appartenance culturelle et géopolitique. Nous retrouvons en effet dans les programmes des appréhensions cognitives contextualisées de l’Europe. Elles renvoient à la construction cognitive des mythes politiques,

⁶⁹ De cette manière F. Hartog, même s’il construit son approche à partir des ces deux concepts de R. Koselleck, il tente de renouveler les perspectives analytiques proposés par l’historien allemand. En effet, cette polarisation entre expériences vécues et horizon d’attente est une des dynamiques de construction de l’histoire moderne selon R. Koselleck dans son analyse des concepts de l’histoire (1990).

au-delà de l'existence institutionnelle de l'Union Européenne. Ces mythes semblent se fonder sur les traits des relations que chacun des pays entretient ou souhaite entretenir avec l'Union Européenne. Ils se fondent sur le positionnement et/ou la perception du positionnement de chaque pays dans un contexte géopolitique donné. De cette manière, ils construisent des activités politiques et des modalités d'activités adéquates et possibles selon leur propre place sur l'échiquier géopolitique.

Si l'on synthétise les diverses caractéristiques des programmes selon leur origine géoculturelle, nous pouvons dégager deux visions de l'Europe bien distinctes. La première, dans les programmes français, se caractérise par la forte implication du national dans l'Europe ; elle fait appel à un énonciateur-acteur capable de contribuer à la « transformation » de l'Europe. La seconde vision, celle des programmes chypriotes, voit l'Europe également comme une entité extérieure à l'entité nationale, mais les deux entités s'inscrivent dans une relation différente : il s'agit pour Chypre de maximiser le profit que le pays peut dégager de sa relation avec l'UE.

4.1. Programmes français : ce que nous pouvons faire de l'Europe : revendication de la francisation de l'Europe

Les discours des programmes français construisent la possibilité d'action *sur* l'Europe de la part des partis et plus généralement des électeurs Français. Certes, il ne s'agit ni du même type, ni du même sens d'action que les trois programmes rendent possibles. Il s'agit d'actions qui passent tantôt par le scrutin parlementaire, tantôt par les mouvements sociaux, ou encore par la délégation de ces actions à un *leader* (en l'occurrence Nicolas Sarkozy). Là où les programmes français se différencient de leurs correspondants chypriotes – et apparaissent même contradictoires – c'est sur cette possibilité d'action sur l'Europe. Dans une perspective synthétique, nous pouvons résumer les traits communs des programmes français par la construction du mythe de la possibilité et de la nécessité même de la transformation de l'Europe. Ce mythe est construit par les rapports d'énonciation présents au sein des programmes français, et plus précisément par le fait de l'opération de définition de soi des partis français dans la

référence à l'identité active de N. Sarkozy, à travers l'association ou l'opposition aux actions menées par le président français. La possibilité d'action sur l'Europe de la part des partis français implique en particulier deux domaines d'action : celui de l'immigration et celui de l'harmonisation des conditions économiques et financières des Etats-membres de l'UE.

Nous rajoutons quelques extraits pour clarifier ce constat :

« (...) Une exigence émerge de cette expérience: « il faut **changer d'Europe** ! » (...) Des millions d'hommes et de femmes se mobilisent pour faire entendre leur colère, leur soif de justice et de **changement** (...) C'est dans ce contexte que vont se tenir les élections européennes du 7 juin prochain. Elles constituent l'occasion par excellence pour nos concitoyennes et nos concitoyens d'exprimer avec force et dans la clarté quelle politique ils entendent sanctionner et quelle **Europe** ils souhaitent **construire**. C'est pour créer les conditions d'une telle dynamique que les organisations signataires de la présente déclaration ont décidé d'unir leurs efforts dans un « Front de gauche pour **changer d'Europe** » (...) En un mot nous voulons contribuer à **changer** la donne en **Europe** et en France, nous mettre en situation d'agir en faveur des **transformations profondes** que la situation de crise requiert, nous voulons **agir** pour une **Union européenne** (...) »[Programme PCF]

« (...) Alors que tout change, l'**Europe** doit **changer** aussi (...) C'est le moment de **construire** une **autre Europe** (...) C'est le moment de **transformer** l'**Europe** (...) L'**Europe** peut **changer**. Une autre Europe est possible. La Présidence Française l'a prouvé. Nous avons commencé à **changer l'Europe** (...) Le 7 juin, il faudra **choisir** entre une **Europe** qui nous permettra de décider nous-mêmes de notre avenir et une impuissance collective qui nous condamnerait à subir les décisions des autres (...) Si vous le voulez, ensemble, avec le Président de la République, avec Nicolas Sarkozy, nous **changerons** l'**Europe** pour changer la France (...) » [Programme UMP]

« (...) Nous avons **œuvré** pour permettre une comparaison plus facile des qualifications professionnelles pour favoriser la mobilité des travailleurs en **Europe** (...) Nous **agissons** pour la diffusion des produits du commerce équitable en **Europe** (...) Nous sommes convaincus qu'il existe une meilleure voie pour **construire** une **Europe** plus juste de l'inclusion sociale, en disant non au dumping social ! Nous **voulons** une **Europe** du progrès social (...) Cette **action** part de la stratégie de Lisbonne déjà adoptée,

destinée à **faire** de l'**Europe** une « économie de la connaissance » (...) » [**Programme PS**]

Sur le plan syntaxique, nous constatons que dans les programmes français, l'entité «Europe » est affiliée régulièrement à des verbes et/ou des termes qui manifestent des opérations d'action : « changer », « construire », « agir », « action », « transformer », « faire », « transformations profondes ». Il s'agit plus précisément d'opérations qui agissent ou qui peuvent faire agir sur l'Europe. Autrement dit, les discours programmatiques des partis français construisent et revendiquent la possibilité d'action *sur* l'Europe.

Au-delà de ces traits discursifs communs, la structuration interne du programme du PS amplifie ce constat, en rendant l'action sur l'Europe encore plus concrète. Les thématiques du discours programmatique sont structurées en trois étapes : premièrement, l'*état des lieux* de chaque enjeu ; deuxièmement, le vote des députés socialistes et des députés de droite au sein du Parlement Européen sur l'enjeu concerné ; troisièmement, les propositions de lois à venir. De cette manière le discours électoral du Parti Socialiste construit des actions possibles pour le futur et montre, du même coup, la manière dont les députés du parti et ceux des partis adverses ont agi dans le passé pour la construction de ce qu'est l'Europe.

Cette construction de la possibilité d'action sur l'Europe au sein des programmes français renvoie, d'une manière ou d'une autre, à la possibilité d'action qui s'ouvre pour les électeurs français. Dans les programmes de l'UMP et du PCF ce rapport des citoyens à l'action est lexicalisé :

« Le 7 juin, il faudra choisir entre une Europe qui nous permettra de décider nous-mêmes de notre avenir et une impuissance collective qui nous condamnerait à subir les décisions des autres » [**Programme UMP**]

« C'est dans ce contexte que vont se tenir les élections européennes du 7 juin prochain. Elles constituent l'occasion par excellence pour nos concitoyennes et nos concitoyens d'exprimer avec force et dans la clarté quelle politique ils entendent sanctionner et quelle Europe ils souhaitent construire » [**Programme PCF**].

Si dans le programme du PS cette implication n'est pas lexicalisée, elle est néanmoins présumée, puisque la structuration du programme met en avant le rôle concret des députés français au sein du Parlement Européen ; des députés élus par les électeurs. Par ailleurs, nous notons aussi que cette participation active des citoyens dans la construction de l'UE est aussi rendue possible dans le programme du PCF par la voie des mouvements sociaux :

« Une exigence émerge de cette expérience: « il faut changer d'Europe ! ». Cette exigence est majoritaire en France depuis 2005 et elle ne cesse de grandir à travers le continent. Des millions d'hommes et de femmes se mobilisent pour faire entendre leur colère, leur soif de justice et de changement. Ces mouvements sociaux sont en plein essor. Les grandes mobilisations sociales que nous connaissons partout en Europe et en France, récemment en Guadeloupe, Martinique et à la Réunion, prouvent que l'unité peut faire plier gouvernants et possédants. Ces mouvements appellent des réponses politiques à la hauteur des exigences de l'heure ». [Programme PCF]

Ainsi nous observons que malgré la différenciation des modes d'action ou encore du sens des actions et des transformations que les partis français construisent au travers de leurs programmes électoraux, les trois se rejoignent sur l'idée qu'une action de leur part et par conséquent de la part des citoyens français envers l'Europe est possible, voire nécessaire. Ce constat retrouve toute sa valeur analytique si on l'articule avec la construction que les partis chypriotes font de la relation entre, d'une part, eux et les citoyens chypriotes et, d'autre part, l'UE.

4.2. Programmes chypriotes : ce que l'Europe peut faire pour nous : revendication de l'eupéanisation des enjeux chypriotes

Les éléments discursifs particuliers aux programmes des partis chypriotes peuvent être résumés par leur attachement aux entités « européennes » susceptibles d'accomplir des objectifs visés par ces partis. Le principal objectif, comme le témoigne l'analyse thématique des programmes, reste la résolution du problème chypriote. Ainsi, dans les programmes chypriotes, contrairement aux programmes français, la possibilité d'action n'est pas orientée

vers l'Europe et sa transformation. C'est plutôt l'Europe qui se voit appréhendée comme une entité dont les actions influent et jouent sur l'Etat chypriote et sur la vie de ses citoyens. Ceci ne signifie pas nécessairement que les programmes chypriotes ne construisent pas des possibilités d'action. Mais la possibilité d'action construite par les partis chypriotes est ciblée et orientée par le principe de « l'intérêt pour Chypre », défini comme tel par le discours des partis :

« (...) L'Union Européenne avec ses décisions et son fonctionnement influe sur la politique des états, le quotidien du citoyen dans tous les niveaux (...) Nous avons résisté à la création d'une Europe forteresse (...) Nous avons demandé et nous avons fortifié, avec le gouvernement, le droit pour Chypre de devenir un Etat libre d'organismes génétiquement modifiés (...) Contre le prolongement de l'âge de la retraite tant au niveau de Chypre et au niveau européen (...) Nous avons organisé quatre journées annuelles pour le (problème) Chypriote à Bruxelles. Nos députés ont effectué plus des rapports et des propositions des lois que tous les autres partis chypriotes (...) »
[Programme AKEL]

« (...) Nous lutterons avec du réalisme mais aussi avec un esprit de revendication pour une solution au problème chypriote qui mettra fin à l'occupation (...) Une méthode complète pour une négociation efficace basée sur les accords de haut niveau de 1977 et 1979, sur les décrets relatifs de l'ONU et sur les principes fondamentaux de l'UE (...) Nous avons le devoir de travailler de manière systématique pour une implication plus active de l'UE dans les procédures de résolution [de la question chypriote] (...) »
[Programme EDEK]

« (...) Suite à un effort coordonné des représentants de l'Alerte Démocratique, il a été obtenu l'inclusion d'une référence majeure au problème chypriote au sein du sous-chapitre portant sur les enjeux intérieurs de l'Union, reconnaissant ainsi la question chypriote en tant que problème européen (...) Pour pouvoir, alors, répondre aux conditions internationales en perpétuelle transformation nous avons besoin d'une Europe puissante, efficace et démocratique (...) L'Europe a déjà fait un long chemin. L'Alerte Démocratique (DISI) en étant, sans hésitation, fidèle à l'idée européenne, a participé positivement à travers la grande famille du Parti Populaire Européen (PPE) à

l'évolution de l'UE, comme aucune autre force politique de Chypre (...) » [Programme DISI]

La remarque la plus importante concernant les programmes des partis chypriotes est qu'ils ne construisent pas une vision globale de l'UE, mais des visions d'interprétation des enjeux chypriotes dans le cadre de l'UE. L'essentiel des discours des partis chypriotes cherche à interpréter la façon par laquelle Chypre peut tirer profit de sa participation au sein de l'UE. Ceci implique une certaine *recontextualisation* des enjeux chypriotes par les programmes qui opèrent une abstraction des questions de leur contexte local et leur remplacement dans un espace de débat et d'action européen. Il s'agit en quelque sorte d'une forme d'eupéanisation de la réalité chypriote, des ses valeurs et de ses enjeux.

Dans cette opération discursive d'eupéanisation, nous pouvons également constater une forme de concurrence qui apparaît entre les partis chypriotes, liée à leur apport spécifique et à leur participation au Parlement Européen et en particulier au sein des partis européens. Chacun des partis essaie de convaincre que la meilleure des manières pour la défense des intérêts chypriotes est la sienne.

« Nos députés ont effectué plus des rapports et des propositions des lois que de tous les autres partis chypriotes » [Programme AKEL]

« L'Alerte Démocratique (DISI) en étant, sans hésitation, fidèle à l'idée européenne, a participé positivement à travers la grande famille du Parti Populaire Européen (PPE) à l'évolution de l'UE, comme aucune autre force politique de Chypre » [Programme DISI]

On constate en effet une concurrence entre les partis chypriotes, concernant l'apport de leur activité européenne. Ceci passe par une mise en valeur des groupements européens dont ils sont membres, par une valorisation du caractère et de l'activité européenne des partis chypriotes. En ce sens, cette concurrence opère également comme une eupéanisation des partis chypriotes, car ceux-ci définissent et légitiment leurs projets politiques par référence à leur participation et à leurs actions *au sein* des partis européens.



Ces analyses qui prennent en compte le contexte social de production de chaque discours électoral permettent de mettre en avant le constat que les conditions de possibilité de la construction cognitive du sens de l'Europe sont générées par des enjeux propres pour chaque pays, ainsi que par la manière dont les partis nationaux, chypriotes et français, réalisent des traductions/adaptations de ces enjeux locaux dans le contexte européen.

En effet, le rapport à l'autre passe par la perception qu'on a de *soi*. Dans ce cas aussi, le rapport à l'UE se définit en relation avec l'idée qu'on a de soi-même. En ce sens, la définition que chacun des partis des deux pays donne de l'Europe met en lumière la construction spécifique et différenciée de la relation de Chypre et de la France avec l'Europe. Cet élément de spécificité opère aussi comme un autoportrait. Les mythes du politique européen ne construisent pas seulement l'« Europe » mais ils renseignent aussi sur la focale dont se servent les partis nationaux dans la perception et la construction de leur propre identité et plus largement celle de leur pays. Ainsi, la France semble davantage définie comme un agent de la production de l'Europe ; Chypre, comme une entité de réception de l'Europe.

5. Le rapport des programmes nationaux aux discours-mère

L'examen du thème de « l'Europe » dans les programmes nationaux a mis en évidence certains constats sur le rapport à l'Europe, en particulier l'ancrage de la construction cognitive de l'Europe dans les enjeux du contexte local. Comme dans l'examen des rapports d'énonciation, de la sélection et de la classification des thèmes, ainsi que de la perception du temps, le contexte local s'avère un élément fortement structurant pour la production du discours électoral national. Et ce, au-delà de toute affiliation idéologique spécifique.

Dans l'objectif d'approfondir ce constat, nous interrogeons dans cette section le rapport entre les programmes électoraux nationaux et leur discours-mère, c'est-à-dire les programmes électoraux des partis européens correspondants. La démarche vise à examiner le degré de proximité ou de distanciation du discours domestique par rapport au discours européen. Cette démarche paraît d'autant plus importante que les programmes nationaux sont produits après les manifestes européens.

Les programmes européens ont été produits par l'ensemble des partis-membres d'un groupement européen et en tant que tels, ils sont censés proposer un cadre discursif commun pour les campagnes électorales nationales. Or, les partis de chaque pays n'ont pas nécessairement adopté et reproduit ces programmes européens pour leurs campagnes nationales. Ils ont procédé à de nouvelles productions, souvent à des recontextualisations de ce discours référentiel.

La comparaison analytique permet ainsi d'observer le degré de la relation de proximité ou de distanciation avec le discours européen et la variation de cette relation d'un pays à l'autre.

5.1. L'énonciation : singulier vs affiliation

Sur le plan énonciatif, les programmes nationaux et les manifestes européens se ressemblent quant au type des énonciateurs auxquels leurs producteurs font appel afin de porter les messages programmatiques. Il s'agit de manière générale de l'énonciateur *abstrait*, de l'énonciateur *partisan* et de la voix de *l'opinion publique*.

Au-delà de cette ressemblance, les pratiques divergent entre contextes géoculturels. Les programmes chypriotes et les manifestes des partis européens respectifs impliquent le même énonciateur partisan. Par exemple dans le programme de DISI, à côté de l'énonciateur « DISI », nous trouvons également l'énonciateur « PPE ». De même, dans le programme de AKEL : en plus de l'énonciateur « AKEL » nous repérons également celui du parti de la « GE ». A l'inverse, dans les programmes français cette opération s'avère inexistante. Même si, dans

certains cas, le nom du parti européen correspondant est lexicalisé, celui-ci n’acquiert jamais la place d’un énonciateur contrairement aux programmes chypriotes. Nous ne nous attarderons pas sur ce point, la démarche analytique et l’exemplification qui l’appuie ont été explicitées plus haut dans la section précédente.

En résumé, nous pouvons avancer le constat que sur le plan énonciatif les programmes chypriotes présentent une plus forte affiliation, ou du moins, une volonté d’affiliation plus exprimée avec les partis européens dont ils sont membres que leurs correspondants français.

5.2. Le degré de proximité selon les thèmes des programmes

La comparaison des thématiques des programmes nationaux avec leurs « programmes-mère » permet de constater que les programmes chypriotes présentent un degré de proximité plus élevé avec les programmes européens que les programmes français. Cette proximité peut s’observer dans un premier temps dans leur structuration thématique. En effet, le programme du parti DISI instaure une structure quasi-identique au programme du PPE. Quant au parti EDEK, comme nous l’avons noté auparavant, celui-ci a reproduit le manifeste européen du PSE en tant que tel dans le cadre de la campagne électorale, en y ajoutant seulement quelques pages portant sur le « problème chypriote ». Autrement dit, entre le discours électoral de EDEK et celui du PSE, la seule différence réside dans un chapitre « annexe ». En France, le PS a également publié le manifeste du PSE sur son site officiel, mais ne l’a pas présenté comme sien. Par ailleurs, à l’inverse de son allié chypriote, il a publié, non pas une, mais vingt thématiques annexes au manifeste européen, telles qu’elles se présentent ci-dessous :

Tableau 20 : Les thèmes du discours programmatique du PS

	<i>Intitulés des thématiques</i>
--	----------------------------------

1	Le Pacte européen de Progrès social
2	APD / Tenir nos engagements sur l'aide
3	Lutte contre le changement climatique
4	L'égalité des genres en Europe
5	L'Europe et le Monde / Juste échange
6	Energie: une politique énergétique commune
7	Droits de l'Homme extérieur UE
8	Projet de directive McCreevy sur les gestionnaires de fonds d'investissements alternatifs
9	Union Européenne / Méditerranée
10	Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières
11	La croissance verte
12	Harmonisation fiscale
13	Respect des libertés et droits fondamentaux pour tous
14	Une Europe durable / Pour une Politique Agricole et Alimentaire
15	Une Europe et une pêche durables
16	Argumentaire sur la Turquie

17	Politique régionale
18	Une politique d'immigration pour le progrès
19	Recherche et développement/Education/Formation
20	Protection des consommateurs

Les programmes électoraux du PPE et de DISI sont, quant à eux, composés tous les deux par une introduction et par cinq chapitres, dont trois portant le même intitulé. Le cinquième chapitre, présenté avec des intitulés différents dans les deux programmes, se caractérise par un contenu proche. Par ailleurs, l'une des sous-parties de ce chapitre du programme du PPE se transforme en chapitre au sein du programme de DISI. Ainsi, un seul chapitre du manifeste du PPE est absent du programme de DISI : « Faire de l'Europe un lieu plus sûr ». Il s'agit du chapitre qui traite de la « menace terroriste » et du « problème de l'immigration ».

Tableau 21 : La structuration thématique du programme du PPE

<i>Ordre d'apparition</i>	<i>Intitulés des thématiques</i>
-	Introduction
1	Créer la prospérité pour tous
2	Faire de l'Europe un lieu plus sûr

3	Combattre le changement climatique
4	Relever le défi démographique
5	Unir l'Europe sur la scène mondiale

Tableau 22 : La structuration thématique du programme de DISI

<i>Ordre d'apparition</i>	<i>Intitulés des thématiques</i>
-	Introduction
1	Parti Populaire Européen et le problème chypriote
2	En créant de la prospérité pour tous
3	En luttant contre le changement climatique
4	L'enjeu démographique et le vieillissement de la population
5	L'Europe acteur principal de la scène internationale

Il est important également de souligner que même les introductions des deux programmes présentent une structure similaire d'un point de vue thématique. En premier lieu, c'est l'importance des élections du Parlement européen de 2009 qui est mise en avant. En second lieu, la mise en évidence des « valeurs » sur lesquelles les deux partis se sont appuyés pour élaborer leurs projets et leurs propositions politiques respectives : « les racines judéo-chrétiennes », « l'histoire de l'Europe classique et humaniste », « les acquis de la période des Lumières » et « le rôle actif joué par les Eglises en Europe pour la promotion de la tolérance et du respect mutuel ». Voici des extraits issus de l'introduction de chaque parti :

- En juin 2009, les citoyens de l'Union européenne seront appelés à **élire les membres du Parlement européen** à un moment crucial pour l'Europe.

- Notre idée de l'Europe est inspirée par notre attachement aux valeurs d'une société ouverte et d'un héritage culturel européen commun ; elle s'est toujours basée sur des valeurs et des traditions communes profondément enracinées dans notre civilisation. Notre esprit universel, les **racines judéo-chrétiennes** et notre héritage culturel commun, **l'histoire de l'Europe classique et humaniste, les acquis de la période des Lumières et le rôle actif joué par les Eglises** en Europe pour la promotion de la tolérance et du respect mutuel : telles sont les fondations de notre plate-forme politique. **[Programme PPE]**

- L'année 2009 est pour l'Europe une année des grands défis. C'est pour cette raison que les **prochaines élections au Parlement Européen** acquièrent une grande importance pour notre futur commun.

- Les concepteurs et les fondateurs de l'Europe unie proviennent du milieu que représentent l'Alerte Démocratique et le PPE et leur opération a été basée sur les valeurs et les principes issus de la **civilisation hellénistique classique, le droit romain, le dogme chrétien** et les **valeurs de l'Europe des Lumières**. **[Programme DISI]**

A l'inverse, le programme de l'UMP présente une structure qui se distingue fortement de celle du manifeste du PPE. Ce premier comprend deux chapitres qui servent de description de l'« état actuel du monde », puis un troisième chapitre divisé en deux parties englobant trente propositions.

Tableau 23 : La structuration thématique du programme de l'UMP

<i>Ordre des thématiques</i>	<i>Intitulés des thématiques</i>
-	Introduction
1	NOTRE CONVICTION : le monde change, l'Europe doit changer
2	NOTRE AMBITION : Construire une Europe qui agit et qui protège

3	NOTRE EUROPE DE L'ACTION : 30 propositions pour une Europe qui agit et qui protège
3a	Face à la crise, bâtir une Europe qui protège
3b	Pour l'après-crise, construire une Europe modèle, une Europe exemplaire

Au sein de ces trois chapitres, on constate un thème important, un axe transversal : celui de l'adaptation de l'UE au nouvel ordre du monde. Celui-ci remplace en quelque sorte la référence aux valeurs présente dans les deux autres programmes (les valeurs judéo-chrétiennes). Cet axe transversal est absent à la fois du manifeste du PPE et du programme de DISI. Dans ces programmes, l'enjeu de l'adaptation de l'UE au nouvel ordre des choses apparaît essentiellement dans le chapitre « créer la prospérité pour tous », focalisé sur la dimension économique de l'UE.

Cette différenciation structurale devient aussi sémantique, puisque même si la plupart des enjeux qui apparaissent au sein des trois programmes se révèlent similaires, la perspective de leur traitement reste nettement différente. Ce qui s'exprime dans les programmes du PPE et du DISI comme des projets à construire est présenté dans le programme de l'UMP comme la définition d'un problème à résoudre : « s'adapter aux nouveaux enjeux mondiaux ».

La différenciation des programmes électoraux de DISI et de l'UMP par rapport au degré de leur proximité au manifeste du PPE est également visible au niveau des opérations de dénomination (Luciole 1988 : 69), c'est-à-dire dans les manières de désigner, de lexicaliser les partis, leurs programmes et leurs propositions. Nous constatons alors que le PPE et son programme sont caractérisés comme des porteurs de « cohérence », de « sécurité », de « stabilité », de « modifications ». Certes, au sein des programmes des partis UMP et DISI, ces dénominations sont également présentes. Néanmoins, dans le programme de l'UMP, l'étude des occurrences lexicales montre que l'accent est plutôt mis sur la dimension du « changement » et de la « transformation », au sens de l'adaptation au nouvel ordre mondial, tandis que dans le

programme de DISI, il est mis sur « l'assurance », « l'ordre » et la « stabilité », c'est-à-dire plus proche du discours du PPE.

Au sein du programme de l'UMP, l'état actuel de l'UE est plutôt qualifié de « problématique », d'où l'insistance sur la perspective de repenser son mode d'organisation⁷⁰. Et ceci passe par la mise en avant des changements apportés par la Présidence Française de l'UE, de la conviction qu'il faut continuer dans cette perspective la transformation et de la réforme. A l'inverse, le programme de DISI valorise la « cohérence », « la continuité » et surtout la « protection » que l'UE et son fonctionnement actuel peuvent garantir à Chypre⁷¹.

Ce rapprochement entre les discours programmatiques des partis chypriotes et ceux des partis européens correspondants, selon les thèmes traités est beaucoup moins explicite, dans le cas de AKEL et du parti de la GE. En effet, la comparaison des discours du PCF et de AKEL dans leur proximité/distanciation par rapport au programme de la GE ne permet pas de dégager des différences significatives. Il faut dire que ces trois programmes sont les moins importants du point de vue de leur volume en pages. Ils proposent dès lors un discours beaucoup plus général et synthétique. Celui-ci peut être significatif quant aux rapports d'énonciation qu'implique, mais la distinction de ces programmes, selon le lexique utilisé et les thèmes traités, demeure difficile. Ces constats « non significatifs » seront considérés, dans le chapitre suivant, comme des résultats à part entière et ils seront analysés en tant que tels.

⁷⁰ Cette proposition ne doit pas être confondue avec celle émise par les partis de la gauche que nous avons examinés dans le chapitre précédant. Cette transformation de l'UE revendiquée par le programme de l'UMP n'implique pas une perspective critique du système européen mais une adaptation à une tendance plus large qui se résume par l'argument « Le monde change, l'Europe doit changer aussi ».

⁷¹ Les affiches de la campagne électorale pour chacun de ces partis en témoignent : l'affiche de l'UMP fait figurer le Président Français N. Sarkozy à côté du slogan « Quand l'Europe veut, l'Europe peut », se situant comme l'énonciateur de ces propos qui soulignent la perspective du changement ; l'affiche de DISY, quant à elle, valorise l'inscription du parti chypriote dans le parti européen : ce dernier étant représenté par « l'autorité et le savoir au sein de l'Europe », comme des attributs acquis au sein d'un processus historique long.

5.3. Les temporalités : Europe forte vs France active

L'analyse des opérations de la construction du temps au sein des discours programmatiques met, bien sûr, en avant les particularités de chaque programme. Nous avons en partie traité ces différences tout au long de nos chapitres analytiques. Nous nous focalisons ici sur les continuités / discontinuités entre programmes européens et programmes domestiques respectifs. Cette démarche sert à comparer de manière transversale les particularités de chaque programme national dans la conception du temps qu'il propose en les discutant par rapport aux discours-mère, c'est-à-dire, par rapport aux manifestes européens.

Nous avons montré plus haut dans ce chapitre que les programmes français et les programmes chypriotes se distinguent quant au mode de construction du temps : les premiers mettant l'accent sur le présent, le temps de l'action et des transformations ; les seconds sur le présent *réussi* et le futur à *réussir*. Mais leur différence principale réside dans la manière dont l'avenir peut être rendu possible. Ainsi les partis français revendiquent une participation plus active, voire hégémonique, de leur pays dans la transformation de l'UE. En revanche, pour les partis chypriotes, le futur devient possible par leur participation dans l'UE qui va de pair avec la transformation des enjeux nationaux en enjeux européens. Nous pouvons alors résumer cette différenciation programmatique comme une conception diversifiée de l'Europe.

Par l'analyse de la construction du temps dans les programmes européens nous constatons que celle-ci rejoint davantage la vision que les partis chypriotes ont de l'avenir et plus particulièrement du rôle de l'UE dans celui-ci. Ces proximités discursives révèlent une reproduction à l'identique des énoncés d'un discours à l'autre. En d'autres termes, cela atteste d'un discours rapporté (Kerbrat-Orrechioni, 2006). Nous prenons ici l'exemple du groupement PPE et de ces membres nationaux (UMP ET DISI) pour illustrer cela à partir d'extraits des programmes des trois partis :

(...) Aujourd'hui, bon nombre de problèmes exigent à la fois une coopération plus étroite au niveau européen et une présence plus forte de l'Europe dans le monde : (...) Seule une Europe forte sera en mesure de défendre et protéger nos intérêts dans le monde. Seule une Europe forte sera en mesure de créer un système financier global plus

stable et de faire face aux autres problèmes mondiaux qui affectent aussi profondément les citoyens européens (...) [**Programme PPE**]

(...) Deuxièmement, parce que nous devons construire une Europe puissante, capable d'affronter les grands défis de notre époque. Les défis produits par l'instabilité mondiale : (...) Pour pouvoir, alors, répondre aux conditions internationales en perpétuelle transformation nous avons besoin d'une Europe puissante, efficace et démocratique (...) [**Programme DISI**]

(...) Depuis le début de l'année 2009, la France a continué à être force de propositions pour faire émerger des réponses européennes aux défis actuels (...) La France en Europe, ce n'est pas seulement 6 mois de Présidence, c'est une volonté et une action durable que veut imprimer Nicolas Sarkozy. Il continue à prendre ses responsabilités. Remettre de la volonté, l'envie d'agir, redonner un sens à la construction européenne, c'est notre vision de l'Europe. C'est la vision que porte la Majorité Présidentielle, avec Nicolas Sarkozy (...) [**Programme UMP**]

Les programmes européens et chypriotes construisent, de manière implicite ou explicite, une « Europe forte », qui sera capable en tant que telle de « défendre » les intérêts des pays européens et d'« affronter » les défis du présent. En d'autres termes, l'Europe devient l'agent de l'accomplissement des horizons d'attente, même si ceux-là sont différents pour chacun des programmes. Dans ces programmes, l'avenir européen n'est rendu possible que par une référence à l'Europe et ses institutions. Dans les programmes français, comme nous pouvons l'observer à partir des extraits du programme de l'UMP, la construction de la possibilité d'un avenir européen se fait d'une manière différente. A savoir, par une implication « active » et « durable », par une présence « responsable » de la France dans la construction de l'avenir européen. Ce qui rend l'avenir possible est alors l'action de la France sur l'Europe.



Les différences constatées en comparant les programmes français et les programmes chypriotes avec les discours européens correspondants, peuvent être résumées par deux qualificatifs. Les premiers peuvent être caractérisés comme *franco-centrés*, les seconds comme *européano-*

influencés. Le terme *franco-centré* n'implique pas une absence de points communs entre les programmes français et les manifestes européens. De même, en qualifiant les programmes chypriotes d'*européano-influencés*, il ne s'agit pas d'affirmer l'absence de traces d'un ancrage national. Mais, ces programmes peuvent être situés et appréhendés sur une échelle qui va du *local* à l'*européen*. En ce sens, les programmes français tendent davantage à être orientés vers un pôle de l'échelle (*local*), tandis que les discours des partis chypriotes tendent davantage vers l'autre pôle (*européen*).

Les discours programmatiques construisent des réalités historiques. Il s'agit de réalités historiques qui portent un regard orienté vers le passé mais aussi tourné vers le futur. Ces discours, s'ils construisent des réalités historiques, sont également – et même préalablement – construits par des configurations et des « réalités » institutionnelles. Emile Durkheim disait à propos de la démarche sociologique que « le but de la sociologie est de nous faire comprendre les institutions sociales présentes, de manière à ce que nous puissions entrevoir ce qu'elles sont appelées à devenir et ce que nous devons vouloir qu'elles deviennent. Or, pour comprendre une institution, il faut d'abord savoir de quoi elle est faite. C'est un tout complexe formé de parties ; il faut connaître ces parties pour pouvoir ensuite expliquer chacune d'elles.» (Durkheim, 1975 [1908], p. 59). Le postulat qui ouvre le chemin vers la compréhension de ces mythes du politique européen est de les considérer comme des constructions sociales, c'est-à-dire comme étant liés à leurs contextes sociaux, aux activités d'organisation et de reproduction de ces contextes, des normes et des valeurs qui animent ces activités. Il est important néanmoins de souligner à nouveau que nous ne considérons pas le contexte comme déterminant les textes, en l'occurrence les discours programmatiques, ni les mythes qu'ils construisent. Il s'agit plutôt de contextes intersubjectifs et des configurations dialogiques, dans lesquels coexistent divers groupes d'individus en dialogue perpétuel avec d'autres groupes et entre les membres d'un même groupe.

Les « réalités sociales » et les mythes européens ne sont pas pour autant appréhendées comme étant l'œuvre de ces groupements individuels mais comme le résultat d'une construction sociale dont ces individus sont des représentants actifs. Comprendre un discours, ce n'est pas seulement repérer ou reconstituer des informations pour les intégrer à ce qui est déjà connu. Mais c'est surtout identifier la fonction de cette information dans la situation de discours où elle est